

ETYO

MAIRIE D'ANICHE

Consultation de maîtrise
d'œuvre en procédure
formalisée pour la
réhabilitation énergétique
de l'école Basuyaux

Règlement de consultation

Date limite de réception des dossiers : 06/08/2025 à 12h00

Table des matières

Article 1. MAÎTRISE D'OUVRAGE	3
Article 2. DESCRIPTION DE L'OPERATION.....	3
Article 2.1. Objet de la consultation	3
Article 2.2. Éléments essentiels du programme	3
Article 2.3. Part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux	4
Article 2.4. Calendrier prévisionnel de l'opération.....	4
Article 3. REGIME JURIDIQUE DE LA CONSULTATION	4
Article 3.1. Forme de la consultation.....	4
Article 3.2. Déroulement général	4
Article 4. ÉTENDUE DES PRESTATIONS DE MARCHE DE MAÎTRISE D'ŒUVRE.....	4
Article 4.1. Missions de maîtrise d'œuvre.....	4
Article 4.2. Décomposition en tranches.....	5
Article 4.3. Variantes	5
Article 4.4. Délai de validité des offres	5
Article 5. DOSSIER DE CONSULTATION.....	5
Article 5.1. Contenu du dossier	5
Article 5.2. Modification de détail au dossier	5
Article 5.3. Renseignements complémentaires	5
Article 6. CONDITIONS DE PARTICIPATION	6
Article 6.1. Forme juridique du candidat	6
Article 6.2. Conditions propres aux candidatures en groupement	6
Article.6.2.1. Forme du groupement.....	6
Article.6.2.2. Recours à la sous-traitance et aux capacités d'autres opérateurs économiques.....	6
Article 6.3. Capacités juridiques	6
Article 6.4. Capacités économiques et financières	6
Article 6.5. Capacités techniques	7
Article 6.6. Capacités professionnelles	7
Article 7. COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE	8
Article 7.1. Dossier de candidature	8
Article 7.2. Recevabilité des candidatures	9
Article 8. COMPOSITION ET REMISE DE L'OFFRE	9
Article 8.1. Composition du dossier de l'offre	9
Article 8.2. Modalités et dépôt des candidatures.....	10
Article 8.3. Visite de site	10
Article 9. EVALUATION DES OFFRES.....	11
Article 9.1. Recevabilité des offres	11
Article 9.2. Critères de jugement des offres.....	11

Article 9.3. Clause de négociation	11
Article 10. RECOURS	12
Article 11. DEROGATION AU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE	12

Article 1. MAÎTRISE D'OUVRAGE

Pouvoir adjudicateur :

MAIRIE D'ANICHE

Représentée par Xavier BARTOSZEK

6 rue Henri Barbusse

59580 ANICHE

Téléphone : 03 27 99 91 02

Mail : c.helbecque@aniche.fr

Mail : j.firmin@aniche.fr

Assistance à Maîtrise d'Ouvrage :

ETYO REAL ESTATE

Représentée par Mme Colyne CORNU, project manager

15 Place Aux Bleuets

59800 LILLE

Téléphone : 07 62 88 46 06 / Mail : colyne.cornu@etyo.com

Article 2. DESCRIPTION DE L'OPERATION

Article 2.1. Objet de la consultation

L'opération relève du champ d'application des dispositions du livre IV de la deuxième partie du Code de la commande publique (CCP).

Information sur l'opération :

Adresse

Parcelle(s) : AI 755 et AI 756

Surface de l'unité foncière : 3 972 m²

Surface utile envisagée : 1 860 m²

Vocabulaire commun pour les marchés publics (code CPV principal) :

- 71000000-8 : Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection
- 71200000-0 : Services d'architecture
- 71300000-1 : Services d'ingénierie

Article 2.2. Éléments essentiels du programme

L'opération consiste en la réhabilitation énergétique de l'école primaire Basuyaux située rue Léon Gambetta.

Les principaux enjeux à mener sont :

- **La réhabilitation énergétique de l'équipement actuellement un des bâtiments les plus énergivore de la ville ;**
- **L'atteinte des performances BBC Effinergie Rénovation ;**
- **L'installation de Panneaux Photovoltaïques en toiture permettant une autoconsommation collective.**

L'école est divisée en deux bâtiments distincts séparés par une cour de récréation. La rénovation du restaurant scolaire n'est pas prévue dans les travaux.

Les travaux devront être réalisés sur site occupé et phasés en conséquence.

Article 2.3.Part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux

La partie de l'enveloppe financière affectée aux travaux est estimée à 1 985 000 € H.T. en date de valeur de 09/2024.

Article 2.4.Calendrier prévisionnel de l'opération

Le démarrage de la mission du maître d'œuvre est prévu au mois de septembre 2025.

La livraison de l'ouvrage, objet de l'opération de travaux, est souhaitée pour juillet 2027.

La durée globale prévisionnelle d'exécution du marché de maîtrise d'œuvre est estimée à 24 mois (hors GPA).

Article 3. REGIME JURIDIQUE DE LA CONSULTATION

Article 3.1.Forme de la consultation

L'opération relève du champ d'application des dispositions du livre IV de la deuxième partie du Code de la Commande Publique (CCP).

La présente consultation de maîtrise d'œuvre est lancée suivant une procédure formalisée et organisée selon les dispositions des articles R2124-1, R2124-3 à R2124-4 et R2161-12 à R2161-20 du Code de la Commande Publique.

Article 3.2.Déroulement général

La consultation est organisée en une phase unique Candidature et Offre.

Article 4. ÉTENDUE DES PRESTATIONS DE MARCHE DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

Article 4.1.Missions de maîtrise d'œuvre

Marché de Maîtrise d'œuvre, mission de base complète conformément à l'arrêté du 21 décembre 1993 et du décret n°93-1268 du 29 Novembre 1993.

La mission de maîtrise d'œuvre attribuée à l'issue de la consultation est composée :

- D'une mission de base dont les éléments constitutifs sont les suivants :
 - Études de diagnostic et d'esquisse (DIAG + ESQ)
 - Études d'avant-projet (AVP)
 - Études de projet (PRO / DCE)
 - Assistance à la passation des marchés de travaux (AMT)
 - Examen de la conformité des études d'exécution et leur visa (VISA) réalisées par le(les) opérateur(s) économique(s) chargé(s) des travaux
 - Direction de l'exécution des travaux (DET)
 - Assistance aux opérations de réception (AOR)
- Des missions complémentaires suivantes :
 - CSSI
- De la mission complémentaire éventuelle suivante :
 - Ordonnancement Pilotage et Coordination (OPC)

Le maître d'œuvre aura dans le cadre de l'élaboration du projet à concevoir et à réaliser ces éléments conformément au programme remis. Il devra également conformément au règlement de consultation, déterminer les coûts d'exploitation et de maintenance.

Article 4.2.Décomposition en tranches

Le marché n'est pas décomposé en tranches.

Article 4.3.Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

Article 4.4.Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **120 jours**. Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

Article 5. DOSSIER DE CONSULTATION

Article 5.1.Contenu du dossier

Le dossier de consultation publié sur le profil d'acheteur du maître d'ouvrage comporte les documents suivants :

- Le présent règlement de consultation et ses annexes :
 - Annexe 1 - Description du groupement ;
 - Annexe 2 - Attestation sur l'honneur ;
 - Annexe 3 – Présentation des références
 - Annexe 4 – Attestation de visite de site
- Acte d'engagement et ses annexes :
 - Annexe 1 – DPGF ;
 - Annexe 2 – Coûts journaliers ;
- CCAP ;
- CCTP ;
- Le programme ;
- La note programmatique ;
- Programme annexe 1 - Fiches espaces

Article 5.2.Modification de détail au dossier

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard **6 jours** avant la date limite fixée pour la réception des plis, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des candidatures est reportée, la stipulation précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 5.3.Renseignements complémentaires

Pour obtenir les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats peuvent poser des questions relatives à cette consultation sur le profil d'acheteur au plus tard **10 jours** avant la date limite de réception des candidatures.

Conformément à l'article R2132-6 du CCP, les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront transmis aux opérateurs économiques six jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande dans les délais indiqués ci-dessus.

Les demandes de renseignement adressées par un autre canal que le profil d'acheteur ne seront pas traitées.

Article 6. CONDITIONS DE PARTICIPATION

La consultation s'adresse aux candidats remplissant les conditions de participations définies ci-dessous, en termes d'organisation, de capacités juridique, technique, professionnelle, économique et financière.

Conformément à l'article R. 2142-25 du Code de la commande publique, en cas de candidature présentée sous la forme d'un groupement, l'appréciation des capacités est globale.

Article 6.1. Forme juridique du candidat

Les candidats peuvent répondre à la consultation sous la forme d'un groupement momentané d'entreprises.

Il est interdit de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

Article 6.2. Conditions propres aux candidatures en groupement

Article.6.2.1. Forme du groupement

Aucune forme de groupement n'est imposée par l'acheteur.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article R2142-24 du Code de la commande publique.

Le mandataire du groupement sera impérativement **l'Architecte.**

Article.6.2.2. Recours à la sous-traitance et aux capacités d'autres opérateurs économiques

En application de l'article R. 2142-3 du Code de la commande publique, pour justifier de sa capacité et remplir les conditions de participation, le candidat peut recourir à la sous-traitance ou avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui les unissent.

En application de l'article 37 du code de déontologie des architectes, il est toutefois rappelé aux candidats, que l'architecte ne peut ni prendre ni donner en sous-traitance la mission d'établissement du projet architectural faisant l'objet de la demande de permis de construire, définie à l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977.

Article 6.3. Capacités juridiques

Les candidats ne peuvent entrer en aucun des cas d'exclusions prévus aux articles L. 2141-1 à L2141-5 ou L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique.

Lorsque le candidat est en situation de redressement judiciaire, il est dans l'obligation de préciser à quel stade en est la procédure.

Article 6.4. Capacités économiques et financières

Le candidat doit présenter des garanties économiques et financières suffisantes en adéquation avec l'importance du projet.

La moyenne du CA du candidat sur les 3 dernières années sera au minimum de 135 000 € H.T.

Les opérateurs économiques nouvellement créés doivent apporter la preuve de leurs capacités financières par tout moyen de preuve approprié, notamment par une déclaration de banque.

Article 6.5.Capacités techniques

Chaque équipe désireuse de se porter candidate à la présente consultation se constituera obligatoirement, en groupement momentané de maîtrise d'œuvre comprenant au minimum les compétences suivantes :

- Un ou plusieurs architectes, inscrits au tableau de l'Ordre des Architectes pour les architectes français ou possédant un diplôme reconnu au titre de la directive n° 85/384/CEE du 10 juin 1985 ;
- Un ou plusieurs bureaux d'études réunissant les compétences :
 - Structure ;
 - Fluides (CVC – Plomberie – CFO/CFA) - Génie climatique - Thermique du bâtiment ;
 - Développement durable et performances énergétiques et environnementales ;
 - CSSI ;
 - Acoustique ;
 - Économie de la construction ;
 - OPC

Une exclusivité est demandée à l'ensemble des membres du groupement.

Article 6.6.Capacités professionnelles

Le candidat doit présenter des garanties relatives à l'expérience professionnelle, en rapport avec les prestations confiées dans le cadre du marché de maîtrise d'œuvre consécutif à la consultation.

À ce titre il présentera des références similaires au projet en termes d'activité de typologie d'opération, de montant travaux, de contexte et démarche environnementale de nature et d'importance équivalentes.

Ces références pourront présenter des projets à différents stades d'avancements : Projet lauréat en cours de conception, en cours de réalisation, ou réalisé. Les références non lauréates d'un concours sont exclues.

Les références de moins de 5 ans seront valorisées, les références sur les 10 dernières années seront acceptées.

Les opérateurs nouvellement créés peuvent indiquer les expériences des personnels acquises antérieurement, sous réserve d'une présentation explicite et sans équivoque sur les entités contractantes et l'étendue de leur intervention sur les projets présentés.

Article 7. COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Article 7.1. Dossier de candidature

Les candidats doivent fournir des documents rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Les candidats devront produire un dossier complet incluant obligatoirement les pièces citées ci-après :

- **L'ANNEXE 1 - Description du groupement MOE**, jointe au présent RC, complétée par le groupement, en **fichier XLS et PDF**,
- **L'ANNEXE 2 - Attestation sur l'honneur**, jointe au présent RC, complétée par chaque membre du groupement, **en fichier PDF**, justifiant qu'il n'entre dans aucun cas mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique ; le cas échéant, si le candidat fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire, ou d'une procédure étrangère équivalente, la copie du ou des jugements prononcés prouvant que le candidat est autorisé à poursuivre son activité au-delà de la durée du marché,
- Les références sont à fournir selon le cadre transmis en **ANNEXE 3 - Présentation des références** au format PowerPoint.
Nombre de références à fournir par le mandataire : 3
Nombre de références à fournir par chaque autre membre du groupement : 2

La présentation de références similaires au projet en termes d'activités, typologie d'opération, montant d'opération, contexte et démarche environnementale. Cette présentation peut être constituée de projets à différents stades d'avancement : En conception, en cours de réalisation, à l'état d'achèvement. Sont exclues les références de concours non lauréat.

Les références de moins de 5 ans seront valorisées, les références sur les dix dernières années seront acceptées.

- **L'ANNEXE 4 - Attestation de visite de site obligatoire** complétée et signée,
- La « lettre de candidature – désignation du mandataire par ses cotraitants » (ou DC1),
- Le(s) document(s) relatif(s) aux pouvoirs du mandataire à engager chaque co-traitant du groupement,
- La déclaration du candidat concernant le chiffre d'affaires de chacun des membres, réalisé au cours des trois dernières années (ou DC2). Des justificatifs de capacité financière pourront être fournis, attestant que le candidat est apte à exécuter les prestations objet du marché (arrêté du 29 mars 2016 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics),
- L'attestation d'assurance en cours de validité couvrant les risques professionnels encourus par le prestataire dans l'exercice des prestations de maîtrise d'œuvre faisant l'objet du présent marché et a minima le coût travaux,
- L'attestation de l'ordre des architectes de l'année en cours,
- Les CV des intervenants au sein de chaque membre du groupement, précisant leurs formations et compétences.

Article 7.2.Recevabilité des candidatures

Il sera réalisé une vérification des capacités techniques, professionnelles et financières avant l'analyse des offres.

L'acheteur se réserve la possibilité de considérer toute candidature incomplète comme irrecevable.

En application de l'article R.2144-2 du CCP, si des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, l'acheteur se réserve le droit de demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature **dans un délai de 4 jours** ouvrés à partir de la notification de la demande sur la plateforme <https://marchespublics596280.fr>. En cas d'absence de réponse dans le délai précédemment cité, la candidature sera rejetée.

Article 8. COMPOSITION ET REMISE DE L'OFFRE

Article 8.1.Composition du dossier de l'offre

Tous les documents remis seront rédigés ou traduits en langue française.

Aucune pièce graphique n'est attendue, et leur remise pourra être éliminatoire. Il n'est pas prévu de remise de prime suite à la remise des offres.

L'offre comprendra les pièces écrites obligatoires suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) signé, dûment complété,
- L'annexe 1 - DPGF signé, dûment complété de l'Acte d'Engagement,
- L'annexe 2 - Coûts journaliers signé, dûment complété de l'Acte d'Engagement,
- Un mémoire comportant un volet fonctionnel, un volet technique, un volet économique :

- **Volet fonctionnel (5 pages A4 maximum)**

Il portera entre autres sur :

- La compréhension des enjeux fonctionnels du projet au regard de la spécificité des travaux à réaliser en site occupé ;
- L'approche du maître d'œuvre et la perception des besoins du maître d'ouvrage : organisation fonctionnelle, approches architecturales et second œuvre.

- **Volet technique (5 pages A4 maximum)**

Il portera entre autres sur :

- La compréhension des enjeux techniques du projet au regard des annexes techniques fournies ;
- L'approche du groupement de maîtrise d'œuvre concernant les objectifs énergétiques et environnementaux à atteindre ainsi que sur les techniques mises en œuvre pour y parvenir ;
- L'approche des études complémentaires à mener
- Le planning et le phasage de l'opération

- **Volet économique (2 pages A4 maximum)**

Il portera entre autres sur :

- Le respect de l'enveloppe budgétaire définie par le maître d'ouvrage.
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) : cahier ci-joint accepté sans aucune modification daté et signé (ou attestation certifiant l'acceptation sans modification)

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), et ses documents annexés, cahier ci-joint accepté sans aucune modification daté et signé (ou attestation certifiant l'acceptation sans modification)

Article 8.2.Modalités et dépôt des candidatures

Les candidats transmettront en un seul dossier leur candidature et leur offre. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats s'assureront de l'accès gratuit et facile de leur dossier permettant sa consultation via une notice explicative obligatoire reprenant les modalités d'accès.

La remise des dossiers s'effectue exclusivement de manière dématérialisée sur la plateforme :

<https://marchespublics596280.fr/>

DATE LIMITE DE REMISE DES DOSSIERS : Se reporter à la page de garde

Les candidats peuvent adresser à l'appui de leur candidature électronique, une « candidature de précaution » ou copie de sauvegarde des documents qui ont fait l'objet de la transmission électronique soit sur support papier ; soit sur support physique électronique.

La copie de sauvegarde devra être remise dans un pli scellé comportant la mention lisible : « **Ne pas ouvrir - Copie de sauvegarde - Réhabilitation énergétique de l'école primaire Basuyaux** ». Elle doit être envoyée dans les délais impartis pour la remise des dossiers.

ATTENTION AUX DELAIS DE TELECHARGEMENT

Afin d'éviter le rejet de l'offre pour cause de retard de réception, il est recommandé aux candidats de procéder au dépôt des pièces du marché sur la plateforme de dématérialisation au minimum 4 heures avant l'heure limite de réception des offres.

Les candidats respecteront les dispositions techniques de dépôt des offres et de signature électronique du profil d'acheteur.

Article 8.3.Visite de site

La visite du site est obligatoire, l'absence de participation à la visite organisée par le pouvoir adjudicateur rendra l'offre irrégulière. Une attestation de visite sera alors signée par les candidats qui devront l'inclure à leur remise d'offre.

Le nombre de personnes admises à la visite par candidat est limité à 3.

La visite est prévue le 17/07/2025 à 09h00. Le rendez-vous est donné à l'école Basuyaux, rue Léon Gambetta, 59580 à Aniche.

L'acheteur se réserve le droit d'organiser une seconde visite en fonction du nombre de candidats présents à la première visite.

Article 9. EVALUATION DES OFFRES

Article 9.1.Recevabilité des offres

L'acheteur se réserve la possibilité d'écarter les offres irrégulières conformément à l'article L2152-2 du Code de la commande publique.

En application de l'article R.2152-2 du CCP, si des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, l'acheteur se réserve le droit de demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai de 4 jours ouvrés à partir de la notification de la demande. En cas d'absence de réponse dans le délai précédemment cité, la candidature sera rejetée.

Article 9.2.Critères de jugement des offres

Les critères intervenants pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

- Mémoire technique : 60 points dont
 - Volet fonctionnel – 20 points
 - Volet technique – 30 points
 - Volet économique – 10 points
- Prix : 40 points selon la formule de calcul suivante :

$$Note = \frac{\text{offre la moins disante}}{\text{offre du candidat}} \times 40$$

Article 9.3.Clause de négociation

Conformément aux articles R2161-17 et 2161-18 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de négocier une offre finale avec les trois candidats dont les offres sont les mieux classées au regard des critères de sélection mentionnés précédemment sans que cela n'engage d'indemnités particulières.

S'il use de cette faculté, cette négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre. La phase de négociation sera strictement encadrée et tous les échanges avec le ou les candidats se feront par écrit.

À l'issue de la phase négociation, un second classement sera établi et le pouvoir adjudicateur retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres reçues sans négociation.

Article 10. RECOURS

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats devront faire une demande écrite par voie électronique sur le profil d'acheteur :

<https://marchespublics596280.fr/>

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Lille

5 rue Geoffroy St Hilaire

CS 62039 59014 Lille Cedex

Tél. : 03 59 54 23 42

Fax : 03 59 54 24 45

Email : greffe.ta-lille@juradm.fr

Site internet : <http://lille.tribunal-administratif.fr>

Article 11. DEROGATION AU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Sans objet.